

> Les allocations chômage peuvent-elles être supprimées ? : Suppression du revenu de remplacement

Section 3 : Pénalité administrative.

R. 5426-15

Décret n°2018-1335 du 28 décembre 2018 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le directeur mentionné à l'article **R. 5312-26** peut prononcer pour des faits présentant un caractère délibéré et selon les modalités fixées par l'article **L. 5426-9** et suivants, la pénalité prévue à cet article.

Lorsqu'il envisage de prononcer cette pénalité, il informe préalablement par écrit l'intéressé des faits qui lui sont reprochés et de la pénalité envisagée, en lui indiquant qu'il dispose d'un délai d'un mois pour présenter des observations écrites ou pour demander à être entendu, le cas échéant assisté d'une personne de son choix.

R. 5426-17

Décret n°2018-1335 du 28 décembre 2018 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le directeur mentionné à l'article **R. 5312-26** se prononce par tout moyen donnant date certaine dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration du délai d'un mois dans lequel l'intéressé peut présenter des observations écrites ou, si l'intéressé demande à être entendu, à compter de la date de l'audition.

La décision, notifiée à l'intéressé, est motivée. Elle indique le montant de la pénalité et mentionne les voies et délais de recours.

R. 5426-17-1

Décret n°2022-433 du 25 mars 2022 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le demandeur d'emploi intéressé engage, lorsqu'il entend contester la décision de pénalité administrative, une médiation auprès du médiateur régional de Pôle emploi dans les conditions prévues aux [articles R. 213-10 à R. 213-13 du code de justice administrative](#).

Section 4 : Répétition des prestations indues et recouvrement de la pénalité administrative

R. 5426-18

Décret n°2017-826 du 5 mai 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pôle emploi peut, si le débiteur n'en conteste pas le caractère indu, procéder au recouvrement par retenue des paiements indues mentionnés à l'article **L. 5426-8-1** sur les prestations à venir, dans la limite de 20 % de leur montant pour celles prévues à l'article **L. 5423-1**.

service-public.fr

> Comment sont remboursées les sommes versées à tort par Pôle emploi? : Remboursement, recouvrement des prestations indues (limite, recours, délai...)

R. 5426-19

Décret n°2022-433 du 25 mars 2022 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le débiteur qui conteste le caractère indu des prestations mentionnées aux articles **L. 5422-1** et **L. 5424-25** qui lui sont réclamées forme un recours gracieux préalable devant le directeur général de Pôle emploi dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'indu par Pôle emploi.

Conformément aux dispositions de l'article **L. 411-7** du code des relations entre le public et l'administration, lorsque la décision du directeur général de Pôle emploi sur ce recours gracieux n'a pas été portée à la